

**Point de presse de la porte-parole -
Territoires palestiniens/Entretien de
M. Jean-Yves Le Drian avec son
homologue palestinien - Union
européenne/Participation de M.
Jean-Yves Le Drian à la réunion
informelle des ministres des affaires
étrangères - Russie/Déplacement de
M. Jean-Yves Le Drian -
Mali/Nations unies/Sanctions -
Mali/Attaque contre la MINUSMA -
Émirats arabes unis/Inauguration
du Louvre Abou Dabi
(Paris, 06 septembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Territoires palestiniens - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue palestinien (Paris, 5 septembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu le 5 septembre son homologue palestinien, M. Riyad Al-Malki.

Ils ont fait le point sur la situation à Jérusalem et dans les Territoires palestiniens : M. Le Drian a réitéré la pleine mobilisation de la France pour la résolution du conflit israélo-palestinien et l'attachement à une solution à deux États vivant côte à côte en sécurité dans des frontières reconnues par la communauté internationale, avec Jérusalem comme capitale de ces deux États. Il a souligné que la colonisation, illégale au regard du droit international, compromettrait la réalisation concrète d'un État palestinien à terme. Il a rappelé la demande française que les autorités israéliennes s'abstiennent de toute mesure visant à étendre et pérenniser celle-ci. Dans ce contexte, il a condamné l'expulsion le 5 septembre d'une famille palestinienne résidant dans le quartier de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-est.

La réconciliation inter-palestinienne a également été abordée. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a invité son homologue à poursuivre les efforts en ce sens ainsi que le dialogue inter-palestinien. Il a également mentionné sa préoccupation face à la dégradation de la situation humanitaire dans la bande de Gaza qu'il suivait avec attention.

Les deux ministres ont également fait le point sur les relations bilatérales et les moyens de les approfondir. M. Le Drian a confirmé le maintien de l'aide budgétaire de la France au même niveau que l'année précédente et évoqué la tenue d'une seconde édition du séminaire

intergouvernemental franco-palestinien à Ramallah au premier semestre 2018, après le succès de la première rencontre qui a réuni plusieurs ministres français et palestiniens. M. Le Drian a rappelé la volonté de la France de poursuivre l'accompagnement de la construction du futur État palestinien, développer son économie et les échanges humains franco-palestiniens.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères (Tallinn, 7-8 septembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne («Gymnich»), qui se tient à Tallinn les 7 et 8 septembre à l'invitation de la présidence estonienne et de la Haute représentante. Les échanges porteront sur les points suivants :

- Corée du Nord : la discussion portera sur les suites de l'essai nucléaire du 3 septembre et des tirs de missiles intercontinentaux des 4 et 28 juillet. Cette escalade dangereuse dans la crise, en violation répétée du droit international, appelle une réponse encore plus ferme de l'Union européenne à l'égard du régime nord-coréen, notamment l'adoption de nouvelles sanctions ;
- Processus de paix au Proche-Orient : la discussion doit permettre de rappeler l'engagement européen en faveur d'une solution négociée permettant l'établissement de deux États, Israël et la Palestine, sur la base des paramètres agréés par la communauté internationale ;
- Prévention de la radicalisation et lutte contre l'extrémisme violent : en présence des ministres des affaires étrangères des pays candidats, la discussion visera à mieux coordonner les initiatives bilatérales, européennes, régionales et internationales ;
- Partenariat oriental : les ministres des affaires étrangères rencontreront leurs homologues du partenariat oriental pour préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra à Bruxelles le 24 novembre. Celui-ci aura pour objectif de rappeler l'engagement des Européens pour soutenir les réformes dans ces six pays (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine).

En marge de cette réunion, les ministres des affaires étrangères et de la défense se réuniront pour faire le point sur le renforcement de l'Europe de la défense. Ils examineront les moyens pour mettre en oeuvre deux avancées majeures dans ce domaine : la coopération structurée permanente et le fonds européen de défense.

3 - Russie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (8 septembre 2017)

M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le 8 septembre à Moscou pour s'entretenir avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre du dialogue que la France intensifie avec la Russie, en particulier sur les principales crises internationales. Sergueï Lavrov s'était ainsi rendu à Paris le 6 juillet dernier et Jean-Yves Le Drian avait été reçu à Moscou le 20 juin.

Les échanges porteront en priorité sur la Libye, où M. Jean-Yves Le Drian a effectué une visite le 4 septembre, et dont il partagera les conclusions avec son interlocuteur. La situation en Syrie et en particulier la constitution du groupe de contact international pour avancer vers une solution du conflit syrien seront également à l'ordre du jour. S'agissant de la Corée du Nord, la préparation de la résolution du conseil de sécurité pour intensifier la pression sur le régime, demandée par la France et plusieurs de ses partenaires, sera abordée. M. Jean-Yves Le Drian échangera avec son homologue sur les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Europe, tout particulièrement la situation à l'Est de l'Ukraine, dans la continuité du dernier échange en format «Normandie» des chefs d'État et de gouvernement, le 22 août 2017.

Par ailleurs, à la suite de la visite en France du président Vladimir Poutine le 29 mai, les ministres évoqueront plusieurs sujets bilatéraux et, notamment, la mise en place du forum franco-russe des sociétés civiles, ou «dialogue de Trianon». Conformément au souhait exprimé par les présidents français et russe, ce dialogue permettra à la jeunesse, aux acteurs économiques, culturels, artistiques et aux intellectuels français et russes de mieux se connaître pour surmonter les éventuelles incompréhensions.

Le dialogue entre la France et la Russie est à la fois ouvert et exigeant sur les questions politiques.

Dans le domaine économique, la France et la Russie demeurent des partenaires de premier plan. Les exportations françaises vers la Russie sont reparties à la hausse en 2016 (+8,3%). La France était en 2016, comme en 2015, le premier pourvoyeur d'IDE en flux. La relance des réunions du conseil économique, financier, industriel et commercial (CEFIC) a permis des échanges approfondis sur les principaux enjeux de la relation économique bilatérale.

Dans le domaine de la culture, les relations entre la France et la Russie sont denses comme en témoignent les expositions Icônes de l'art moderne - La collection Chtchoukine à la Fondation Louis Vuitton à Paris l'hiver dernier, Saint-Louis et les reliques de la Sainte-Chapelle au musée du Kremlin à Moscou ce printemps ou encore Pierre le Grand, un tsar en France, organisée à l'origine pour célébrer le 300ème anniversaire du voyage du tsar en France en 1717 et de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Russie.

4 - Mali - Nations unies - Sanctions

La France salue l'adoption, le 5 septembre à l'unanimité, à la demande des autorités de Bamako, de la résolution 2374 du conseil de sécurité qui crée un régime de sanctions pour le Mali.

Cette résolution permet de geler les avoirs et d'interdire les voyages des individus qui font obstacle à la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. Elle permettra de sanctionner ceux qui rompent le cessez-le-feu ou agissent délibérément contre le processus de paix, mais aussi ceux qui les soutiennent grâce aux produits des trafics, notamment de drogues et de personnes. Elle cible notamment ceux qui préparent, soutiennent et mènent des attaques

contre les institutions locales ou les forces internationales, s'opposent à l'acheminement de l'aide humanitaire, violent les droits de l'Homme et recrutent des enfants-soldats.

Ce régime de sanctions est un outil supplémentaire pour avancer dans la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Il met les acteurs du processus de paix devant leurs responsabilités. La France a relevé le communiqué du gouvernement malien hier saluant «le rôle actif de la France dans l'adoption de ladite résolution».

5 - Mali - Attaque contre la MINUSMA (5 septembre 2017)

La France condamne l'attaque contre un convoi de la Mission intégrée multidimensionnelle pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à une quinzaine de kilomètres d'Aguelhok, dans laquelle deux casques bleus sont morts et deux autres ont été grièvement blessés.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Les responsables de cette attaque devront répondre de leurs actes. La résolution 2374 du conseil de sécurité crée un régime de sanctions qui permet de prendre des mesures contre ceux qui l'ont préparée, ordonnée, financée et commise.

La France réitère son plein soutien à l'action de la MINUSMA et du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en faveur de la stabilisation du Mali.

6 - Émirats arabes unis - Inauguration du Louvre Abou Dabi (11 novembre 2017)

Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture, Cheikh Nahyan bin Mubarak Al Nahyan, ministre de la culture des Émirats arabes unis, Mohamed Khalifa Al Mubarak, président de l'autorité du tourisme et de la culture d'Abou Dabi et M. Jean-Luc Martinez, président, directeur du Louvre, ont fixé le 6 septembre à Abou Dabi, la date d'ouverture au public du Louvre Abou Dabi au 11 novembre.

Cette ouverture est l'aboutissement du plus important projet de coopération muséale engagé par la France. Issu d'un accord intergouvernemental signé en mars 2007, le Louvre Abou Dabi, dessiné par l'architecte Jean Nouvel, est le premier musée universel du monde arabe. Dix ans après cette signature, nous saluons le travail remarquable de l'agence France Muséums, de l'autorité du tourisme et de la culture d'Abou Dabi, des équipes du Louvre Abou Dabi et de l'ambassade de France aux Émirats arabes unis. C'est grâce à leur détermination que ce projet, porté par le dialogue stratégique entre les autorités politiques françaises et émiriennes, pourra voir le jour.

À son ouverture, le Louvre Abou Dabi disposera d'une riche collection permanente issue d'acquisitions propres de plus de 600 oeuvres, allant de l'Antiquité à nos jours, complétée par

le prêt de 300 oeuvres de musées français. Par la mise en regard d'oeuvres majeures de tous les âges et de toutes les aires géographiques, le parcours muséal est construit autour du dialogue des cultures pour mettre en valeur ce qui leur est commun. L'agence France Muséums, qui regroupe le musée du Louvre et 12 autres musées français, a présidé à la conception du projet et sera chargée pendant 15 ans d'organiser 4 expositions temporaires par an. Intitulée «D'un Louvre à l'autre : ouvrir un musée pour tous», la première d'entre elles sera consacrée à l'histoire du musée parisien. Au total, un millier d'oeuvres issues des collections nationales françaises seront présentées dès la première année.

Après la création de l'université Paris-Sorbonne Abou Dabi en 2006 et la conférence d'Abou Dabi de décembre 2016 sur le patrimoine culturel dans les situations de conflit, qui avait conduit à la création d'un fonds international de soutien, l'inauguration du Louvre Abou Dabi constitue un événement majeur qui marque notre détermination conjointe à promouvoir le dialogue des cultures comme rempart à toutes les formes d'obscurantisme et d'extrémisme. Ce projet a permis l'établissement d'un dialogue direct entre acteurs et professionnels français et émiriens de la culture, ainsi que la valorisation de l'expertise française en matière culturelle.

L'inauguration du 11 novembre clôturera une saison culturelle franco-émirienne d'exception qui aura permis depuis mars 2016 de mettre en valeur, autour du projet du Louvre Abou Dabi, la coopération culturelle et artistique bilatérale. Après des événements dans toutes les disciplines (musique, théâtre, spectacle équestre, art contemporain), un spectacle pyrotechnique du Groupe F mettra en lumière le musée à l'occasion de son inauguration. Pour plus d'informations : <http://fdip.fr/8bcEV>

./.